



CHAPITRE 11

Loi concernant le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

[Sanctionnée le 6 juillet 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Bureau institué.

1. Un organisme est institué sous le nom de « Bureau d'organisation du régime de retraite ».

Fonction.

2. Ce bureau a pour fonction de mettre en marche le régime de retraite prévu aux conventions collectives ou aux décrets visés à l'article 10 du chapitre 7 des lois de 1972, de façon à ce que ce régime s'applique à compter du 1^{er} juillet 1973.

Cessation de fonctions.

Ses fonctions cessent le 31 décembre 1973.

Composition.

3. Ce bureau est composé d'au moins cinq et d'au plus quinze membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur rémunération.

Règlements.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, après consultation des parties intéressées ou de leurs représentants, adopter des règlements concernant les pouvoirs et devoirs du Bureau ainsi que son personnel.

Application des conventions et décrets.

5. Pour donner effet, à compter du 1^{er} juillet 1973, aux dispositions des conventions collectives et décrets visés à l'article 10 du chapitre 7 des lois de 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, après consultation des par-

CHAPTER 11

An Act respecting the Government and Public Employees Retirement Plan

[Assented to 6th July 1973]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A body called the "Retirement Plan Organizing Bureau" is established.

Bureau established.

2. The duties of the Bureau are to implement the retirement plan provided for in the collective agreements or decrees contemplated by section 10 of chapter 7 of the statutes of 1972 to effect application of the plan from July 1 1973.

Duties.

Its duties cease on December 31 1973. Idem.

3. Such Bureau consists of not less than five and not more than fifteen members appointed by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix their remuneration.

Composition.

4. The Lieutenant-Governor in Council may, after consulting the interested parties or their representatives, make regulations respecting the powers and duties of the Bureau and its staff.

Regulations.

5. To give effect from July 1 1973 to the provisions of the collective agreements and decrees contemplated by section 10 of chapter 7 of the statutes of 1972, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, after consulting the interested

Application of collective agreements and decrees.

ties intéressées ou de leurs représentants, déterminer la manière selon laquelle ces conventions collectives et décrets doivent s'appliquer à tout cas y visé et y adapter leurs dispositions. Ces règlements peuvent contenir des dispositions permettant les ajustements financiers qu'exigent ces conventions collectives ou décrets.

Détermination des droits, etc., des organismes.

Ils peuvent aussi déterminer, nonobstant toute loi, les droits et obligations des organismes visés par ces ententes relativement à la réception et au paiement des fonds du régime de retraite, et régir toute autre matière en autant que requis pour assurer l'application de ce régime de retraite.

parties or their representatives, determine the manner in which such collective agreements and decrees apply to any case contemplated thereby and adapt their provisions to such case. Such regulations may include provisions to allow the making of financial adjustments required by such collective agreements or decrees.

They may also, notwithstanding any act, determine the rights and obligations of bodies contemplated by such agreements in respect of receipt or payment of funds pertaining to the retirement plan and regulate any other matter to the extent required to insure the implementation of such retirement plan.

Determining rights, etc., of bodies.

Dépôt des règlements.

6. Les règlements adoptés en vertu des articles 4 et 5 sont déposés immédiatement auprès de la Commission parlementaire de la fonction publique.

6. Regulations made under sections 4 and 5 must be filed immediately with the parliamentary Committee on the Civil Service.

Filing of regulations.

Paiement des prestations, etc.

7. Les prestations, remboursements ou autres bénéfices payables en vertu du régime de retraite prévu à ces conventions collectives ou décrets sont payés à même le fonds consolidé du revenu ou, suivant le cas, à même les sommes reçues par la Caisse de dépôt et placement du Québec conformément au paragraphe c de l'article 18a de sa charte.

7. The premiums, refunds or other benefits payable under the retirement plan provided for in such collective agreements or decrees are paid out of the consolidated revenue fund or, as the case may be, out of the amounts received by the Québec Deposit and Investment Fund under subparagraph c of section 18a of its charter.

Payment of premiums, etc.

Sommes requises.

Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

The amounts required for the application of this act are taken out of the consolidated revenue fund.

Amounts required.

S.R., c. 14, a. 4c, aj.

8. Le Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14) est modifié en insérant, après l'article 4b, le suivant :

8. The Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) is amended by inserting, after section 4b, the following :

R.S., c. 14, s. 4c, added.

Augmentation de pension, etc.

"4c. La valeur annuelle au 1^{er} juillet 1973 de toute pension, demi-pension et de tous autres bénéfices accordés en vertu de la présente loi avant le 1^{er} juillet 1973, est augmentée, le cas échéant, à compter de cette date, en calculant la pension, demi-pension ou tout autre bénéfice sur un traitement moyen de \$5,000 dans tous les cas où le traitement moyen utilisé pour l'établir était inférieur à ce montant. »

"4c. The annual value on July 1 1973 of any pension, half pension and all other benefits granted under this act before July 1 1973, is increased, where applicable, from such date, by computing the pension, half pension or any other benefit on the basis of an average salary of \$5,000, in all cases where the average salary used as a basis to establish it is less than the said amount."

Increase in annual value of pension, etc.

S.R., c. 14, a. 47c, aj.

9. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 47b, le suivant :

9. The said act is amended by inserting, after section 47b, the following :

R.S., c. 14, s. 47c, added.

Augmen-
tation de
pension,
etc.

« **47c.** La valeur annuelle au 1^{er} juillet 1973 de toute pension, demi-pension et de tous autres bénéfices accordés en vertu de la présente loi avant le 1^{er} juillet 1973, est augmentée, le cas échéant, à compter de cette date, en calculant la pension, demi-pension ou tout autre bénéfice sur un traitement moyen de \$5,000 dans tous les cas où le traitement moyen utilisé pour l'établir était inférieur à ce montant. »

1965
(1^{re} sess.),
c. 23, a.
18a, mod.

10. L'article 18a de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, 1^{re} session, chapitre 23), édicté par l'article 5 de la Loi concernant les régimes supplémentaires de rentes établis par décrets de convention collective (1969, chapitre 50), est modifié:

a) en insérant, après le paragraphe b, le suivant:

« c) du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics visé à l'article 2 du chapitre 11 des lois de 1973. »;

b) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« La Caisse emploie les sommes qu'elle a reçues en vertu du paragraphe c conformément au régime de retraite visé par le chapitre 11 des lois de 1973. »

Emploi
des
sommes
reçues.

1965
(1^{re} sess.),
c. 68, a.
3c, aj.

11. Le Régime de retraite des enseignants (1965, 1^{re} session, chapitre 68) est modifié en insérant, après l'article 3b, le suivant:

Augmen-
tation de
pension,
etc.

« **3c.** La valeur annuelle au 1^{er} juillet 1973 de toute pension, demi-pension et de tous autres bénéfices accordés en vertu de la présente loi avant le 1^{er} juillet 1973, est augmentée, le cas échéant, à compter de cette date, en calculant la pension, demi-pension ou tout autre bénéfice sur un traitement moyen de \$5,000 si le traitement moyen utilisé pour l'établir était inférieur à ce montant. »

Applica-
tion des
lois.

12. Le ministre de la fonction publique est chargé de l'application du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14) et du Régime de retraite des enseignants (1965, 1^{re} ses-

« **47c.** The annual value on July 1 1973 of any pension, half pension and all other benefits granted under this act before July 1 1973 is increased, where applicable, from such date, by computing the pension, half pension or any other benefit on the basis of an average salary of \$5,000 in all cases where the average salary used as a basis to establish it is less than the said amount. »

Increase
in annual
value of
pension,
etc.

10. Section 18a of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st session, chapter 23), enacted by section 5 of the Act respecting supplemental pension plans established by collective agreement decrees (1969, chapter 50), is amended:

1965
(1st sess.),
c. 23, s.
18a, am.

(a) by inserting, after subparagraph b, the following:

“(c) the Government and Public Employees Retirement Plan contemplated by section 2 of chapter 11 of the statutes of 1973.”;

(b) by adding, at the end, the following paragraph:

“The Fund uses the amounts it has received under subparagraph c in accordance with the retirement plan contemplated by chapter 11 of the statutes of 1973.”

Use of
amounts
received.

11. The Teachers Pension Plan (1965, 1st session, chapter 68) is amended by adding after section 3b, the following:

1965
(1st sess.),
c. 68, s.
3c, added.

« **3c.** The annual value on July 1 1973 of any pension, half pension and all other benefits granted under this act before July 1 1973 is increased, where applicable, from such date, by computing the pension, half pension or any other benefit on the basis of an average salary of \$5,000 in all cases where the average salary used as a basis to establish it is less than the said amount. »

Increase
in annual
value of
pension,
etc.

12. The Minister of the Civil Service is entrusted with the application of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) and the Teachers Pension Plan (1965, 1st session,

Applica-
tion of
acts.

sion, chapitre 68), nonobstant toute disposition de ces lois.

Applica-
tion de
la loi.

Il est aussi chargé de l'application de la présente loi.

Effet de
aa. 1-12.

13. Les articles 1 à 12 cessent d'avoir effet le 31 décembre 1973.

1969, c.
15, a. 46,
mod.

14. L'article 46 de la Loi modifiant le Régime de retraite des fonctionnaires (1969, chapitre 15) est modifié:

a) en remplaçant, à la fin, ce qui suit: « aux conditions qu'il détermine, une pension de retraite n'excédant pas dix mille dollars par année » par ce qui suit: « une pension égale à la différence entre la pension qu'il reçoit en vertu du Régime de retraite des policiers de la Ville de Montréal et la pension qu'il aurait reçue s'il avait continué de participer audit régime de retraite jusqu'à la date de sa démission de la fonction de directeur général de la Sûreté du Québec, en basant le calcul d'une telle pension sur le traitement qu'il a reçu à titre de directeur général de la Sûreté du Québec. Cette pension est payable à la date de sa démission. »;

Applica-
tion du
Régime.

b) en ajoutant l'alinéa suivant: « Sous réserve du premier alinéa du présent article, le Régime de retraite des fonctionnaires s'applique à tous autres égards à la pension visée au présent article. »

1968, c.
18, a. 6,
mod.

15. L'article 6 de la Loi modifiant la Loi de police et d'autres dispositions législatives (1968, chapitre 18) est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Disposi-
tion appli-
cable.

« L'article 68a du Régime de retraite des fonctionnaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 14) s'applique au cas visé par le présent article même à défaut d'une entente, visée à l'article 68 de ladite loi, avec l'employeur antérieur immédiat de cet employé. »

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

chapter 68), notwithstanding any provision of such statutes.

He is also entrusted with the application of this act.

Applica-
tion of
act.

13. Sections 1 to 12 cease to have effect on December 31 1973.

Effect of
ss. 1-12.

14. Section 46 of the Act to amend the Civil Service Superannuation Plan (1969, chapter 15) is amended:

1969, c.
15, s. 46,
am.

(a) by replacing the last six lines by the following: "grant, to the Director General of the Québec Police Force in office at the time of the coming into force of this act, a pension equal to the difference between the pension he receives under the Montreal police officers Pension Plan and the pension he would have received if he had continued to be a participant in the said plan to the date of his resignation from the office of Director General of the Québec Police Force, by using as a basis for computing such pension his salary received as Director General of the Québec Police Force. Such pension is payable on the date of his resignation.";

(b) by adding the following paragraph: "Subject to the first paragraph of this section, the Civil Service Superannuation Plan applies in every other respect to the pension contemplated by this section."

Plan ap-
plicable to
pension.

15. Section 6 of the Act to amend the Police Act and other legislative provisions (1968, chapter 18) is amended by adding the following paragraph:

1968, c.
18, s. 6,
am.

"Section 68a of the Civil Service Superannuation Plan (Revised Statutes, 1964, chapter 14) applies to the case contemplated by this section even if the agreement contemplated by section 68 of the said act with the immediate former employer of such employee, does not exist."

Provision
to apply.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.